

vendredi 12 septembre 2014

- = Une éruption solaire classée X 1.6 va frapper la Terre (le 12 et 13 septembre 2014) pleine face ! p.1
- = Éruption solaire (wikipedia) p.4
- = Pétrole : le brent en baisse p.8
- = Et si tout était dit? p.11
- = Alibaba, la plus grande IPO de tous les temps ? p.13
- = La bulle du gaz et du pétrole de schiste : la prochaine plaie du dollar p.14
- = « La France sous tutelle comme la Grèce dès le 2 octobre prochain ?... » p.17
- = Rendez-vous le 2 octobre p.24
- = La BCE fait volte-face p.26
- = L'exploit des eurocrates et du gouvernement de Londres... p.26
- = 10/09/2014...Les gaz à effet de serre atteignent des concentrations records en 2013 p.28
- = Pauvres banques centrales ! p.33
- = BRP glisse dans le rouge au deuxième trimestre p.35



VIDÉO du JOUR



Piero San Giorgio - Forces de l'ordre dans l'effondrement

<http://www.youtube.com/watch?v=0DueCRZ39sw>



**Une éruption solaire classée X 1.6 va frapper la Terre
(le 12 et 13 septembre 2014) pleine face !**

Blog de la résistance et Nature Alerte 12 septembre 2014



Celle ci a le potentiel de faire mal !

<http://www.youtube.com/watch?v=1pnph9KKdGY>

Voir aussi wikipedia : http://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89ruption_solaire

Celle ci a le potentiel de faire mal !

Une éruption solaire (classée X 1.6), une des plus importante de ces 2 dernières années (ndlr depuis fin d'année dernière), nous envoie son éjection de masse coronale vers la Terre, des perturbations électromagnétiques sont à prévoir :

"Le champ magnétique de la Terre va être frappé par une double CME le 12 septembre. Les deux nuages ont été propulsés dans notre direction par des explosions dans la canopée magnétique de taches solaires AR2158 le 9 septembre et 10, respectivement. De fortes tempêtes géomagnétiques sont possibles le 12 septembre et le 13 en raison des impacts consécutifs. les observateurs du ciel, même ceux aux latitudes moyennes, doivent être vigilants quant aux aurores boréales dans les nuits à venir. **alerte Aurores**

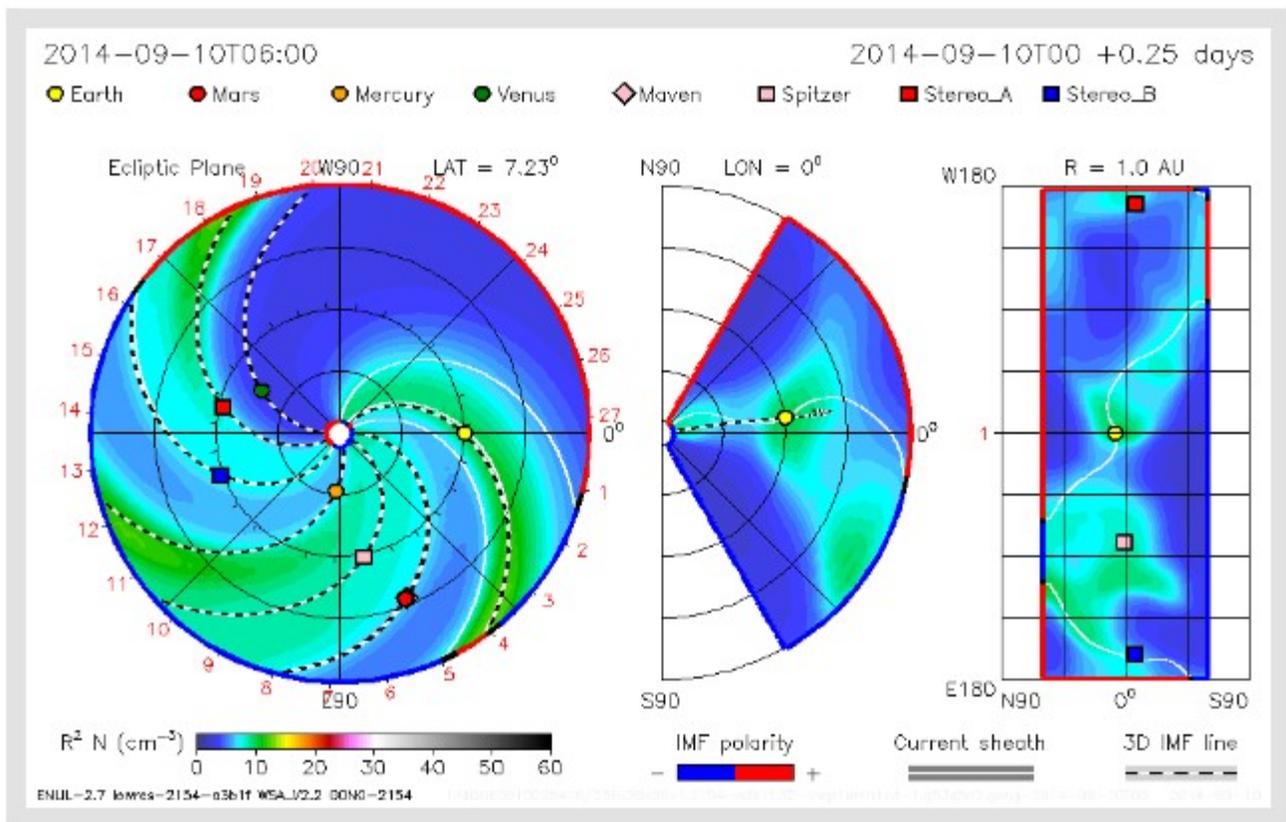
ERUPTION CLASSE X- ET CME DIRIGE VERS LA TERRE: Les taches solaires AR2158 ont éclaté le 10 septembre à 17h46 UT, la production d'une éruption solaire. classe X1.6- Un éclair de rayonnement ultraviolet du à l'explosion (film) a ionisé les couches supérieures de l'atmosphère terrestre, perturbant les communications radio HF pendant plus d'une heure. Plus important encore, l'explosion a lancé une CME directement vers la Terre. L'observatoire solaire et de l'héliosphère a photographié le nuage en expansion:

Mise à jour: les émissions de l'onde de choc à la pointe de la CME indiquent que le nuage a déchiré l'atmosphère du soleil à des vitesses aussi élevées que 3750 km / s. Au moment où il a quitté l'atmosphère du soleil, cependant, le

nuage avait décélère à 1400 km / s. Cela en fait une CME assez typique à la place d'une «super CME» comme la vitesse pourrait le suggérer.

Même avec un abaissement de la vitesse, cette CME a le potentiel de déclencher une activité géomagnétique significative lorsqu'elle atteindra le champ magnétique de la Terre pendant des heures de 12 septembre . Les prévisionnistes de la NOAA estiment que les chances de tempêtes géomagnétiques polaires sont de presque de 80% vers les 12-13 septembre" (source spaceweather)

L'éjection de masse coronale d'une éruption solaire extrême, classée X 1.6, fait son chemin vers la Terre et pourrait donc perturber les réseaux électriques et électromagnétique des satellites et des transmissions radio, selon les scientifiques de la Space Weather Prediction Center.



C'est ce qui s'appelle pleine face !

(*Tempête de proton : En ce moment il y a un petite tempête de proton active de classe S1 .*)

Celle-ci provient des taches solaires nommées AR 2158 par les scientifiques et situées en plein milieu du soleil, a déclaré Tom Berger, directeur du Space

Weather Prediction Center de Boulder, au Colorado.

La terre va recevoir une partie du nuage de plasma qui s'en est éjecté et celui ci devrait perturber le champs magnétique terrestre, ce qui conduit parfois à des perturbations temporaires des réseaux électriques et de communications.

Cette éruption solaire est considéré comme «extrême» sur l'échelle d'intensité des éruptions solaires.

[Le classement X est le plus élevé, mais une éruption classé X28 a déjà été enregistré en 2003!!! Voir wikipédia plus loin.]

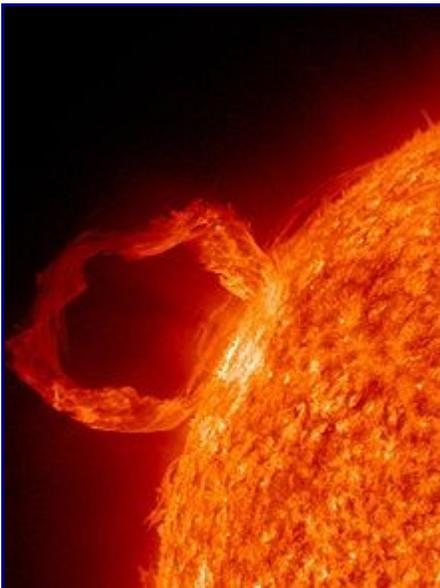
PS: pour en savoir plus sur l'échelle de vigilance des éruptions solaires c'est [ici](#)

© Nature Alerte / resistanceauthentique

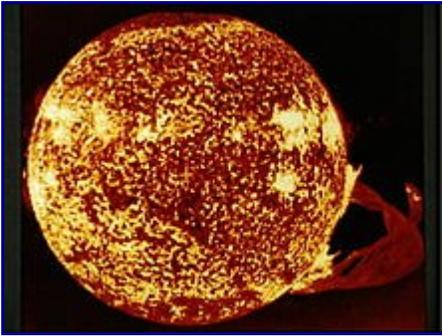
Éruption solaire

Wikipedia

Une **éruption solaire** est un événement primordial de l'activité du Soleil. La variation du nombre d'éruptions solaires permet de définir un cycle solaire d'une période moyenne de 11,2 ans.



Éruption solaire, avec panaches émis *en anneau*



L'activité solaire la plus importante jamais enregistrée à cette époque, imagée par [Skylab](#), en [1973](#)

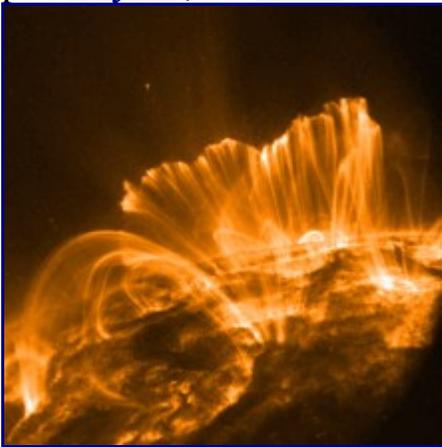
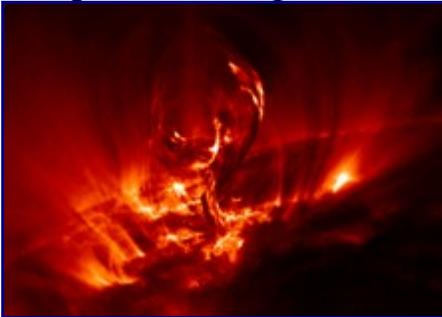


Image d'une éruption solaire prise par le satellite [TRACE](#) de la Nasa



Éruption, avec éjections en longs *filaments*



Craquelure et zones d'éjections. La longueur de la structure active dépasse l'équivalent de la distance terre-lune. La tache brillante au centre (*point*

chaud) émet une grande quantité d'[ultraviolets](#)

Elle se produit périodiquement à la surface de la [photosphère](#) et projette au travers de la [chromosphère](#) des jets de matière [ionisée](#) qui se perdent dans la [couronne](#) à des centaines de milliers de kilomètres d'altitude. Elle est provoquée par une accumulation d'énergie magnétique dans des zones de champs magnétiques intenses, au niveau de l'équateur solaire, probablement suite à un phénomène de [reconnexion magnétique](#).

Les éruptions solaires suivent trois stades, chacun d'eux pouvant durer de quelques secondes à quelques heures selon l'intensité de l'éruption. Durant le stade précurseur, l'énergie commence à être libérée sous la forme de [rayons X](#). Puis les électrons, protons et ions accélèrent jusqu'à approcher la vitesse de la lumière lors du stade impulsif. Le [plasma](#) se réchauffe rapidement, passant de quelque 10 millions à 100 millions de [kelvins](#). Une éruption donne non seulement un flash de lumière visible et une projection relativement dirigée dans l'espace circum-stellaire de plasma, mais émet également des radiations dans le reste du [spectre électromagnétique](#) : des [rayons gamma](#) aux [ondes radio](#), en passant bien sûr par les rayons X. Le stade final est le déclin, pendant lequel des [rayons X mous](#) sont à nouveau les seules émissions détectées. Du fait de ces émissions de plasma, certaines éruptions solaires qui atteignent la Terre peuvent perturber les transmissions [radioélectriques](#) terrestres ([orage magnétique](#)) et provoquent l'apparition des [aurores polaires](#) en entrant en interaction avec le [champ magnétique terrestre](#) et la haute [atmosphère](#).

La première éruption solaire observée le fut par l'astronome britannique [Richard Carrington](#), le [1^{er} septembre 1859](#), lorsqu'il constata l'apparition d'une tache très lumineuse à la surface du Soleil (qui perdura 5 minutes).

Classification

Les éruptions solaires sont classées en différentes catégories selon l'intensité maximale de leur [flux thermique](#) (en [watts](#) par [mètre carré](#), W/m^2) dans la bande de [rayonnement X](#) de 1 à 8 [angströms](#) au voisinage de la Terre (en général, mesuré par l'un des satellites du programme [GOES](#)).

Les différentes classes sont nommées A, B, C, M et **X**. Chaque classe correspond à une éruption solaire d'une intensité dix fois plus importante que

la précédente, où la classe X correspond aux éruptions solaires ayant une intensité de 10^{-4} W/m². Au sein d'une même classe, les éruptions solaires sont classées de 1 à 10 selon une échelle linéaire (ainsi, une éruption solaire de classe X2 est deux fois plus puissante qu'une éruption de classe X1, et quatre fois plus puissante qu'une éruption de classe M5). Ces sigles correspondent à la mesure de la puissance du rayonnement X, telle que déterminée par le système [GOES](#).

Deux des plus puissantes éruptions solaires ont été enregistrées par les satellites du programme GOES le [16 août 1989](#) et le [2 avril 2001](#). Elles étaient de classe X20 (2 mW/m²). Elles ont cependant été surpassées par une éruption du [4 novembre 2003](#), la plus importante jamais enregistrée, estimée à **X28 1**.

La plus puissante des éruptions solaires observées au cours des 5 derniers siècles est probablement l'[éruption solaire de 1859](#), qui eut lieu fin août-début septembre de cette année, et dont le point de départ fut observé entre autres par l'astronome britannique [Richard Carrington](#). Cette éruption aurait laissé des traces dans les glaces du [Groenland](#) sous forme de [nitrates](#) et de [béryllium 10](#), ce qui a permis d'en évaluer la puissance².

Risques induits

Les éruptions solaires peuvent provoquer des [ondes de Moreton](#) visibles depuis la surface de la [Terre](#).

En dehors de la perturbation des transmissions radioélectriques terrestres déjà évoquée, les éruptions solaires ont certaines conséquences néfastes :

- Les rayons durs émis peuvent blesser les astronautes et endommager les engins spatiaux
- Les radiations des UV et des rayons X peuvent réchauffer l'atmosphère extérieure, créant une résistance sur les satellites en orbite basse et réduisant leur durée de vie.
- Les [éjections de masse coronale](#), provoquant des tempêtes géomagnétiques, peuvent déranger le champ magnétique terrestre dans son ensemble et endommager des satellites en orbite haute.
- Les fluctuations du champ magnétique terrestre peuvent induire des [courants telluriques](#) dans les longues [lignes de transmission électriques](#),

engendrant des tensions et des courants d'intensité considérable pouvant excéder les seuils de sécurité des équipements de [réseau](#).

Conséquences

Article connexe : [Courants induits géomagnétiquement](#).

Les éruptions solaires peuvent avoir de graves incidences sur les systèmes technologiques, notamment les réseaux électriques³.

En 774, un [pic de carbone 14 \(en\)](#) dans les végétaux aurait possiblement été provoqué par une éruption solaire⁴.

L'[éruption solaire de 1859](#) a notamment produit de très nombreuses [aurores polaires](#) visibles jusque dans certaines régions [tropicales](#) et a fortement perturbé les télécommunications par [télégraphe](#) électrique.

Le 10 mars 1989, un puissant nuage de particules ionisées quitte le Soleil à destination de la Terre, suite à une éruption solaire. Deux jours plus tard, les premières variations de tension sont observées sur le réseau de transport d'[Hydro-Québec](#), dont les systèmes de protection se déclenchent le 13 mars à 2 h 44. Une panne générale plonge le Québec dans le noir pendant plus de neuf heures⁵.

Entre le 19 octobre et le 7 novembre 2003, des [orages magnétiques](#) obligent les contrôleurs aériens à modifier le trajet de certains avions, causent des perturbations dans les communications satellitaires, provoquent une coupure de courant d'environ une heure en Suède⁶, et endommagent plusieurs transformateurs électriques en Afrique du Sud⁷.

En janvier 2007, la [NASA](#) lance le projet *Solar shield* pour étudier la survenue et tenter de localiser de possibles [courants induits géomagnétiquement](#) par une éruption solaire, afin d'assister les compagnies productrices d'électricité dans la protection de leurs systèmes⁸. Le 1^{er} mars 2011, un projet similaire est initié au niveau européen : EURISGIC (European Risk from Geomagnetically Induced Currents).

Le 23 juillet 2014, la [NASA](#) rédige un communiqué dans lequel elle évoque le fait que la Terre a échappé [le 23 juillet 2012, à une "Gigantesque tempête solaire"](#). Du jamais vu depuis 1859 qui, si elle avait eu lieu une semaine auparavant, aurait pu "renvoyer la civilisation contemporaine au XVIII^{ème} siècle", du fait que son impact aurait provoqué des dégâts d'une ampleur

inédite, dont le coût dépasserait les 2 000 milliards de dollars à l'économie mondiale⁹.

Pétrole : le Brent en baisse

Par Aymeric de Villaret. Publié le 12 septembre 2014 Contrepoints

[Signe de ralentissement de l'économie mondiale.

Question : Va-t-il y avoir des annulations de projets pétroliers?]

Le Brent peut-il continuer de baisser ? Et si oui... jusqu'où ?



Le cours du Brent vient de baisser de plus de 15\$ / baril depuis la mi-juin lorsque l'EIIL (États Islamique en Irak et au Levant) était aux portes de Bagdad et faisait craindre aux marchés une interruption de la production irakienne.

Force est de constater que, depuis, les craintes sur l'offre se sont plus qu'apaisées avec :

1. aucune interruption de la production irakienne, située principalement au sud du pays,
2. une production libyenne en hausse, malgré le chaos dans lequel est plongé le pays,
3. une révision à la hausse par l'EIA (Energy Information Administration) du potentiel de l'huile de schiste américaine alors que la demande inquiète tant au niveau européen qu'au niveau asiatique (notamment en Chine après les chiffres d'importations du mois d'août).

Faut-il pour autant craindre une poursuite, voire une accélération de la baisse des cours ?

Bien sûr, il ne faut jurer de rien et le passé est là pour le rappeler, mais nous soulignerons les points suivants :

1. Le plafond de production de l'huile non conventionnelle (*tight oil* en anglais) des États-Unis sera atteint rapidement (avant 2020), même si bien sûr la révision à la hausse par l'EIA de la production 2015 peut laisser augurer d'une prolongation de l'essor de cette huile.
2. À l'inverse du gaz de schiste, les États-Unis devraient demeurer importateurs de brut.
3. Le point mort de l'huile de schiste américaine dans les régions où elle se développe (Utica) est assez élevé (>60 \$), limitant d'autant la chute éventuelle des prix.
4. Les principales réserves de brut se situent dans les pays de l'OPEP et ceux-ci ont besoin d'un cours du baril supérieur à 80 \$ pour équilibrer leurs budgets.
5. Les tensions géopolitiques (Iran, Irak, Égypte, Sud-Soudan, Syrie, Nigeria et Libye) n'ont pas disparu avec les risques de perturbation de production. Difficile de prédire les conséquences éventuelles d'une extension du conflit en Irak-Syrie et/ou du chaos libyen, même si aujourd'hui la production pétrolière n'est pas (ou très peu) impactée.
6. L'expérience a montré que les anticipations de croissance de production des nouvelles productions ont souvent (même très souvent) été surestimées... i.e. Ghana, Ouganda, Irak...
7. Pour finir, n'oublions pas que nous sommes à la porte de l'hiver de l'hémisphère nord avec une hausse naturelle de la demande mondiale.



Soulignons aussi que toute chute exagérée des prix (à l'image de celle de 2008-2009) entraîne une baisse des investissements et de facto une remontée des prix. Les réserves de pétrole se trouvent dans les pays de l'OPEP, et les

pays de l'OPEP doivent investir, ne serait-ce que pour maintenir leurs productions...

En effet, il ne faut pas oublier que, du fait du déclin naturel des champs pétroliers, le monde se doit de trouver tous les deux ans quasiment une nouvelle Arabie Saoudite juste pour maintenir la production mondiale : l'Arabie Saoudite a produit en 2013 9,7 Mb/j de pétrole. Cela se compare avec une hausse annuelle actuelle de la production des États-Unis de 1 Mb/j (comme confirmée le 9 septembre par l'EIA dans son rapport : World Outlook Energy 2014).

À court terme, si les cours du Brent venaient à chuter à 90\$ / baril ou s'en approcher, nous ne pouvons exclure malgré tous les points soulignés ci-dessus, une réaction de l'OPEP, lors de sa réunion du 27 novembre, si ce n'est avant si la situation empirait.

Et si tout était dit?

Soumis par denissto le jeu, 11/09/2014 - 07:16

Et c'est le cas!

Il ne reste plus que des redites à faire, tout du moins en ce qui concerne l'état de la planète et de ses habitants à l'heure présente.

Bien sûr que les populations sont lobotomisées et empoisonnées, par ceux là même qui prétendent les instruire et les soigner.

Bien sûr qu'une caste oligarchique distribue les parts, les prébendes dans la société la plus opulente de l'histoire de l'humanité à qui la sert et ne laisse pour l'immense majorité qu'injustice misère et désespoir (un suicide toutes les 4 secondes dans le monde).



http://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=NePCChnsuMNs

Bien sûr que ce monde court à sa perte, sous toutes les formes que l'on cherche, que ce soit écologique, économique, sanitaire, vivrière, politique, avec ses corollaires que sont la guerre civile et mondiale.....les 4 chevaux de l'apocalypse trépignent à nos portes!

Ce serait une offense à tous ceux qui l'ont compris de le répéter, un effort inutile à convaincre ceux qui ne l'ont pas encore compris.

Il ne reste rien à démontrer dans l'explication rationnelle, naturelle, il n'y a plus qu'à s'élever un peu plus haut pour comprendre que toutes ces choses sont déjà écrites dans le grand livre:

et ils ne se repentent ni de leurs meurtres, ni de leurs empoisonnements, ni de leurs impudicités, ni de leurs vols. Apocalypse IX/21

L'occident avec sa tête (apparente) l'Amérique, tue sans vergogne en prenant la tête de tous les conflits avec les pires armes de destruction massive. Quand elle ne tue pas ses propres fils dans le ventre de leurs mères.

Empoisonne ses propres enfants par ses cartels agroalimentaires, agrochimique, bio-pharmaceutique, jamais son peuple ne fut en aussi mauvaise santé, quand à longueur de journée ses médias vantent les grands progrès! Les cartels de l'énergie qui réclament leur grosse part du gâteau laissent la pire menace de l'histoire de l'humanité dans une ruine en suspension à Fukushima, à charge d'une société ruinée (Tepco) à régler le problème.

Jamais, sous aucune civilisation, on ne vit autant de débauches. Pire encore, on légifère pour l'augmenter, l'encourager, et même la financer dans ses démonstrations publiques. Il est inutile de rappeler que 80 % des flux internet ne servent qu'à la pornographie.

Quand au vol, il est institutionnalisé que ce soit sous un régime de droite ou de gauche, rouge, blanc, ou noir il ne sont que les deux faces d'une même farce. Tous ceux qui gouvernent le savent très bien, ils ne cherchent des strapontins que pour se rassasier de la vaine gloire du monde, se remplir les poches, voir se vautrer dans le stupre et la luxure.

Si le diable gouvernait, il n'aurait pas fabriqué un autre monde.

Et l'on adora le dragon, parce qu'il avait donné l'autorité à la bête, et l'on adora la bête, en disant: " Qui est semblable à la bête, et qui peut combattre contre elle? " Apocalypse XIII/4

Qui veut connaître le NOM de ses deux bêtes?.....et que nul ne pût acheter ou vendre, sil n'avait pas la marque du NOM de la bête ou le nombre de son NOM. Apo XIII/17

La Russie n'a plus le droit d'acheter ni de vendre, car elle a trahi le NOM.....Nouvel Ordre Mondial

<http://news360x.fr/dapres-haut-diplomate-americaain-russie-aurait-trahi-n...>

Car nul ne peut, n'a le droit d'échapper a cet ordre:

Quelles solutions restent a ceux qui veulent échapper a ce monstre.....ne cherchez pas dans le survivalisme, ni dans l'or, ni dans un bunker, il est ailleurs, dans un raisonnement qui n'est plus naturel, intellectuel; il est encore au-dessus.

Et il lui fut donné de faire la guerre aux saints et de les vaincre; et il lui fût donné autorité sur toute tribu, tout peuple, toute langue et toute nation.

Et tous les habitants de la terre l'adoreront, ceux dont le nom n'a pas été écrit dans le livre de vie de l'Agneau immolé, dès la fondation du monde.

Que celui qui a des oreilles entende!

Apocalypse XIII/7,8,9

Dormez braves gens

Denissto

Alibaba, la plus grande IPO de tous les temps ?

12 sept 2014 | [Bill Bonner](#) |

▪ A sept heures samedi matin nous étions toujours dans notre chambre au China World Hotel, observant la route à huit voies passant sous notre fenêtre... complètement embouteillée... toutes les voitures coincées pare-chocs contre pare-chocs.

"Le siècle dernier a été celui des Etats-Unis", déclare notre collègue chinois. "Celui-ci sera celui de la Chine".

"Vous savez bien entendu pour quelle raison les Etats-Unis ont été un tel succès", a-t-il continué. "Parce que c'était un marché national vaste et relativement libre. Les entreprises pouvaient se développer au sein de leur marché interne hautement compétitif. Ce qui les rendait plus grandes et plus avancées que leurs compétiteurs étrangers, de sorte qu'elles pouvaient plus facilement intégrer les marchés à l'international et battre les entreprises locales".

"A présent, les marchés internes des Etats-Unis sont englués dans les taxes, la dette et les réglementations. En dehors de la Silicon Valley, la plupart des entreprises sont vieilles. Il y a peu de nouvelles entreprises et encore moins de nouvelles technologies aux Etats-Unis. Je crois que vous avez écrit quelque chose au sujet du nombre déclinant de start-ups dans le pays. C'est une chose très importante et peu de gens en sont conscients. Il me semble que vous expliquiez que c'est une conséquence du capitalisme de copinage. Les autorités subventionnent et protègent les plus gros... et les renflouent quand ils se retrouvent dans le pétrin. C'est pour ça que General Motors et Fannie Mae sont encore en activité. Mais les entreprises plus petites ne parviennent même pas à avoir un prêt".

"La Chine, parallèlement, fourmille de nouvelles entreprises. Tout est nouveau. Et le marché interne est relativement libre, par rapport aux Etats-Unis. Alors... quand on parle de taille... ces entreprises peuvent devenir énormes avant de se lancer sur les marchés mondiaux".

"Prenez Alibaba, par exemple. C'est déjà une entreprise gigantesque. Elle a récemment présenté une nouvelle sorte de compte en banque, où l'on gagne des intérêts quotidiens... à un taux bien plus élevé que celui des banques américaines. En une semaine, c'était la troisième société au monde, en termes

de dépôts".

"Alibaba va bientôt entrer en bourse. Ce sera la plus grande IPO de tous les temps".

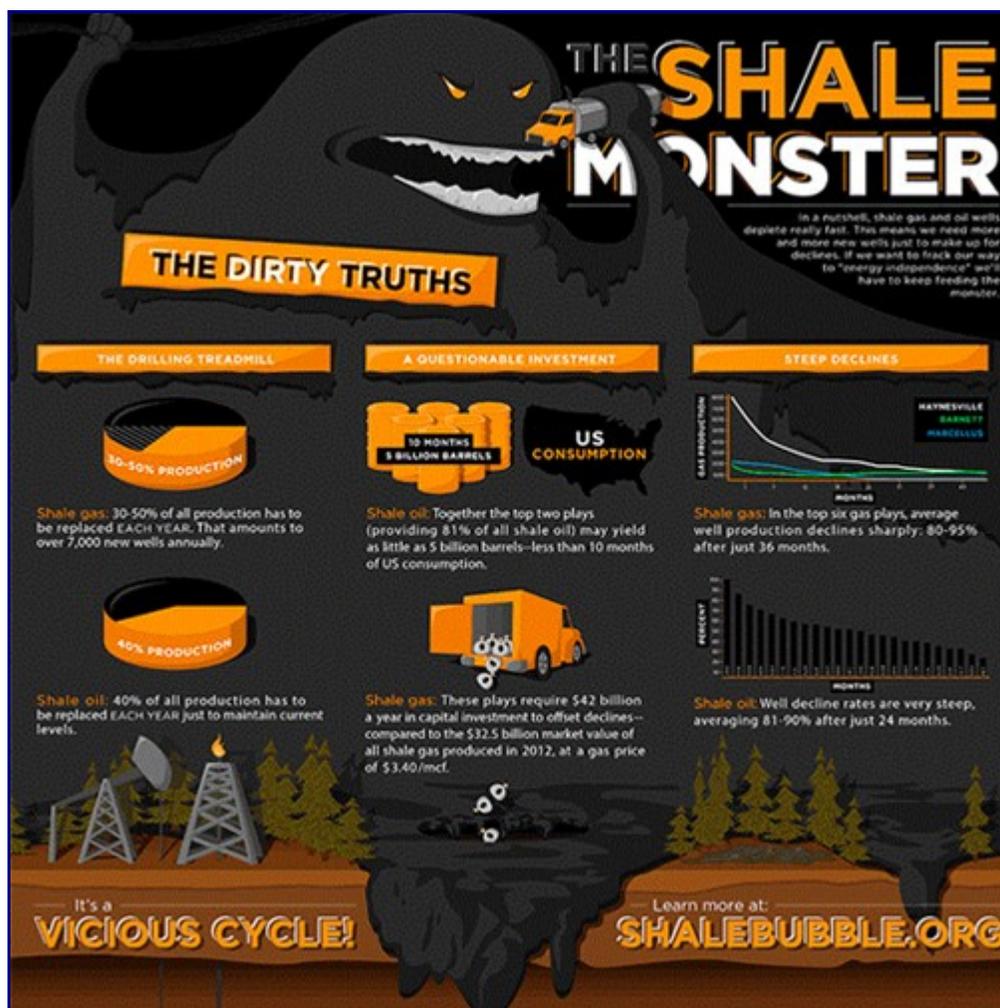
La bulle du gaz et du pétrole de schiste : la prochaine plaie du dollar

12 septembre 2014 | [Simone Wapler](#) |

Je vous propose de nous pencher aujourd'hui sur un crédit *subprime* moins connu : celui du gaz et du pétrole de schiste.

Vous vous souvenez qu'on nous avait vendu que les Etats-Unis allaient devenir les Etats-Unis-Saoudites, les nouveaux rois du pétrole ou tout au moins des hydrocarbures, futurs grands exportateurs, etc. "On", ce sont comme d'habitude les médias *mainstream* (qui ont pignon sur rue) dont le rôle n'est plus d'informer mais de vous "pousser" de la communication.

Voici d'abord une jolie infographie dont je vais vous traduire l'essentiel.



Forages (c'est la première colonne) :

- Gaz : 30% à 50% de la production doit être renouvelée tous les ans ce qui signifie 7 000 forages nouveaux.
- Pétrole : 40% de la production doit être renouvelée chaque année.

Un investissement discutable (c'est la deuxième colonne) :

- Les trois plus gros acteurs du gaz de schiste ont besoin de 42 milliards de dollars d'investissement par an pour compenser le déclin de leurs puits. Parallèlement, la valeur du marché de tout le gaz de schiste produit en 2012 est de 32,5 milliards de dollars (au prix de 3,40 \$ le mcf (1)).
- Les deux plus gros acteurs du pétrole de schiste qui représentent 81% de la production devraient pouvoir extraire au total un peu moins de 5 milliards de barils, soit moins de 10 mois de consommation américaine.

Un rapide déclin de production (troisième colonne) :

- Gaz : un puits ne crache plus que 5% à 20% de son débit initial trois ans après sa mise en production.

- Pétrole : un puits ne crache plus que 10% à 19% de son débit initial deux ans après sa mise en production.

La Californie a revu ses réserves à la baisse de 96%, et les prévisions de l'Agence Internationale de l'Energie indiquent que les Etats-Unis deviendraient énergétiquement indépendants en 2015 à condition de forer 45 000 puits par an (un puits toutes les 12 minutes, ce qui vous permet de mesurer l'idiotie de ce genre de prospective).

Les experts de www.2000watts.org/ rapportent que la banque britannique Barclays accuse les traders de Wall Street d'avoir gonflé la thématique relative au schiste pour créer, entre autres, des produits structurés à haut risque servant à financer des forages à perte...

Ces prêts sont adossés à des réserves qui n'existent pas (les réserves prouvées et non développées ou "PUD" dans les bilans).

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Ne laissez pas le discours ambiant sur le miracle du gaz et du pétrole de schiste embrouiller votre jugement. Le potentiel est là, certes, mais ce n'est pas l'Eldorado que certains espèrent ou vendent.

Tout le secteur n'est donc pas à fuir mais si vous voulez sur la réémergence des Etats-Unis comme producteur d'énergie, n'investissez que sur des producteurs peu, voire pas du tout, endettés.

« La France sous tutelle comme la Grèce dès le 2 octobre prochain ?... »

Par Charles Sannat 12 septembre

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

J'aime beaucoup lire le blog et les analyses de Jacques Attali. Je sais, vu les nombreux courriers des lecteurs que je reçois à chaque fois que je parle de lui, que vous êtes assez nombreux à ne pas « l'apprécier ». Pour autant, ses propos restent très importants par ce qu'ils révèlent de la pensée du courant

mondialiste, libre-échangiste, européen et financier qui, disons-le, dirige aujourd'hui le monde dans lequel nous vivons.

La question n'est pas de savoir si Attali a raison ou tort, bien que, sur nombre de ses constats purement économiques, je sois d'accord avec lui en particulier sur l'idée de cap et de trajectoire menant notre pays directement vers la faillite. La véritable question c'est de voir à travers ses écrits et comprendre les moyens de résolution que « l'élite » mondiale et « éclairée » (forcément, nous autres, les sans-dents, sommes également dans leur esprit des sans-intelligence) souhaite nous appliquer et du coup, mieux voir venir la sauce à laquelle certains veulent même plus nous manger mais plus vraisemblablement nous dévorer tout cru.

Attali pense qu'il faut plus d'Europe, plus de gouvernance mondiale, il souhaite même l'institution d'un gouvernement mondial pour diriger un monde globalisé, mondialisé. Il veut encore et toujours plus d'Europe, encore moins de souveraineté pour la France, toujours plus de contrôle sur les pays et, sans jamais vraiment le dire, il souhaite la disparition des États-nations.

Son point de vue, n'en déplaise à ses détracteurs, est totalement fondé, brillant, bien illustré et bien vendu aux masses. Son point de vue, ce n'est évidemment pas celui de l'intérêt des peuples, mais celui du tout petit, du ridiculement petit même peuple de la finance, qui est plus assimilable à une caste qu'à autre chose. Cette caste de maîtres nous dirige et veut non seulement accroître son pouvoir mais également sa richesse. Il y a une chose que la mondialisation a réussi à merveille et ce n'est pas le bonheur des peuples, non, ce que la mondialisation a brillamment réussi c'est à souder par-delà toutes les cultures et les sociétés, au-delà des guerres et des rancœurs historiques, les mégariches entre eux.

Comme le disait si bien Warren Buffet, bien sûr qu'il y a une lutte des classes, et c'est la mienne qui a gagné, celle des mégariche, celles des hommes et femmes de pouvoir, celle des milliardaires sans foi ni loi. Un très riche indien, français, qatari, ou américain partagent bien plus de valeurs (dans tous les sens du terme) entre eux qu'avec leur peuple de sans-dents respectifs.

Jacques Attali ne défend pas les intérêts du peuple de France ou même les intérêts des peuples européens. Il défend sa caste et vend cette sauce immonde avec un très grand brio.

Pour Attali donc, il faudra encore plus de rigueur (cela dit, nous n'y couperons pas quand bien même nous reprendrions notre droit souverain à battre monnaie nous-même), il faut moins dépenser, il faut réduire drastiquement les dépenses de l'État. Or réduire les dépenses de l'État, nous le savons tous pertinemment, si nous le faisons fortement cela n'entraîne pas une baisse de la dette mais avant tout une baisse de la croissance (car tout ce qui n'est plus dépensé par l'État vient réduire le PIB). Cela amène une récession qui, comme en Grèce ou en Espagne, ne peut que se transformer en dépression économique. Ce phénomène est aussi sûr et certain que $1 + 1 = 2$. Aucune donc des solutions proposées ou envisagées par Attali ne permettra de régler la crise que nous traversons, en revanche elles sont un grand pas vers encore plus d'asservissement des peuples, vers encore plus de dissolution des cultures nationales vers une espèce de sous-culture mondiale partagée par tous à base d'hyperconsommation, d'hyperprofit et d'hyperexploitation (aussi bien des hommes que des ressources).

Si nous suivons la politique de Jacques, alors nous nous retrouverons exactement dans la même situation que la Grèce, et pour nous vendre ses idées il nous menace justement de grécification, mais les conséquences pour éviter la faillite ou les conséquences de la faillite sont exactement les mêmes. Seule la vitesse d'apparition de ces conséquences varient. En clair, si pour éviter la faillite nous détruisons tous les services publics, que nous privatisons tous les secteurs de l'économie etc., etc., alors cela revient au même que de se passer de services publics parce que nous ne pourrions plus les payer.

Il y a pourtant une solution pour sortir de cette crise et cette solution passe par un grand projet politique qui doit susciter l'adhésion du peuple. Effectivement, nous devons réduire les dépenses mais nous pouvons le faire à partir du moment où nous définissons collectivement ce que nous voulons voir croître et ce qu'il sera indispensable de faire décroître. Nous pouvons, en modifiant totalement nos cadres économiques, changer la donne et repartir de l'avant. Nous pouvons et nous devons sortir de l'euro pour pouvoir rebattre monnaie, non pas pour faire de l'inflation ou de l'hyperinflation mais pour, plus prosaïquement, avoir un outil essentiel à l'accompagnement de la mise en place d'un nouveau cadre économique. Ce grand projet politique doit être centré non pas sur les intérêts des grandes multinationales ou de cette caste d'êtres supérieurs que sont nos mégariches, non, cette politique doit être

pensée par et pour le peuple.

Vous devez comprendre qu'il n'y a aucune fatalité au naufrage aussi bien moral que politique de notre pays. Il y a des trahisons massives et il y a surtout un peuple, des peuples, qui, soumis au pouvoir divertissant et lobotomisant de la télé et de loisirs vendus comme étant du bonheur prêt à consommer, ont presque tous totalement abandonné leur pouvoir politique en de mauvaises mains.

C'est aux dirigeants de craindre les peuples et pas l'inverse. Soyons optimistes car je sens se lever dans ce pays l'esprit résistant, l'esprit du bien et du sens commun, l'esprit de la grandeur de notre pays, son esprit profondément gaulliste. Nous allons traverser une période particulièrement difficile et j'ai déjà exprimé dans ces colonnes les meilleures façons à mon sens de s'en prémunir ou de vivre le moins mal possible ces moments qui seront historiques. Mais Attali a raison sur plusieurs points. Nous arrivons à la croisée des chemins et Hollande a échoué comme un bleu sur l'ensemble de ses paris dont le plus risqué était celui d'attendre le retour de la croissance salvatrice. Il n'y aura rien pour le sauver, au contraire : avec l'augmentation des taux américains, c'est une nouvelle série de krachs financiers, boursiers et obligataires qui nous attend.

Attali a raison lorsqu'il dit que l'Europe va sévir et va nous mettre sous tutelle. Ce jour-là, nous devons choisir entre l'humiliation ou la guerre sinon, comme le disait Churchill, nous aurons l'humiliation et la guerre. Nous devons quitter cette Europe et reprendre notre destin en main en affrontant ensemble notre réalité.

Attali a raison encore dans son calendrier car le budget, qui sera présenté et que nos ministres y compris le premier d'entre eux Valls tentent de vendre à Merkel, prouve bien l'absence de volonté politique, en tout cas pour le moment. Mais pensez-vous que cette majorité, engluée dans les scandales, puisse réussir maintenant à faire quoi que ce soit ? Rien, et l'action de Valls est chaque jour un peu plus condamnée à l'échec.

Je vous laisse donc lire Attali et vous forger votre propre opinion, celle de citoyens, politisés, conscients du bien commun et de l'intérêt public, garants de la liberté héritée dont nous sommes dépositaires et qu'il conviendra de léguer à nos enfants.

Rendez-vous le 2 octobre par Jacques ATTALI

« À tous ceux que l'avenir de la France pourrait intéresser, je donne rendez-vous ici même, le 2 octobre : son sort, ce jour-là, sera scellé, pour longtemps. D'ici à cette date, en effet, notre pays devra faire enfin les choix qu'il refuse obstinément d'effectuer depuis 20 ans, malgré tous les conseils, tous les livres, tous les discours.

Récapitulons les dates importantes du mois à venir :

- Ce mercredi 10 septembre, le gouvernement doit faire connaître la trajectoire qu'il choisit pour 2015. Ce choix est crucial, puisqu'il détermine le sort du pays jusqu'en 2016, année en principe pré-présidentielle, pendant laquelle tout le monde s'empressera de ne rien faire. Les choix qui restaient à trancher avant ce mercredi étaient immenses. Faut-il avouer au pays que les déficits publics ne sont pas sous contrôle et que la France rejoindra bientôt le triste club des pays dont la dette publique est supérieure à son PIB ? Faut-il se résigner à des déficits durablement supérieurs à 4 % du PIB, à la différence de tous les autres pays européens ? Ou, au contraire, faut-il enfin faire d'énormes réformes et de cruelles économies pour maîtriser ces dérives ? Faut-il encore augmenter les impôts ? Et lesquels ? Faut-il se résigner à une déflation suicidaire ? Faut-il libérer les forces de la croissance au risque de déchaîner la coalition de tous les conservatismes ? J'ai ma réponse à ces questions. Je ne sais pas, à l'instant où j'écris, celle qui sera donnée par le gouvernement. La suite du calendrier ne l'incite pas à l'audace ...
- Le vendredi 12 septembre, la structure du budget doit être communiquée au Haut conseil des finances publiques et aux autres pays européens, dont les ministres des Finances seront réunis pour cela à Milan.
- Le mardi 16 septembre, le Premier ministre doit demander la confiance du Parlement, qui sera d'autant plus difficile à obtenir qu'il aura pris les mesures très difficiles auxquelles nul n'a préparé le pays.
- Le jeudi 18 septembre, le président de la République donnera la quatrième conférence de presse semestrielle de son mandat.
- Le mercredi 24 septembre, ou quelques jours plus tard en raison d'un déplacement du Président à l'ONU, le budget détaillé sera présenté en Conseil des ministres puis, le jeudi 2 octobre, déposé au Parlement.
- Le dimanche 28 septembre auront lieu les élections sénatoriales.

Tout, alors, sera joué.

Si, ce mercredi, le gouvernement choisit la solution courageuse, qui consiste à purger tous les écarts antérieurs pour se redonner de la marge, il lui faudra annoncer des économies de plus de 25 milliards en 2015, et une hausse de deux points au moins de la TVA, ou autant de petites contributions fiscales infiniment plus douloureuses ; il pourrait alors craindre de ne pas avoir l'approbation du Parlement six jours plus tard.

S'il ne le fait pas, la France sera, avec l'Italie, le seul pays d'Europe refusant de se réformer. Le seul pays en route vers la faillite et la ruine de ses habitants. Le seul pays traité, à juste titre, par ses partenaires européens, de « cigale prétentieuse », de lâche inconscient, de fossoyeur de l'Union. Celle-ci pourrait (devrait, même, en application des traités) mettre notre pays sous tutelle et envoyer ses représentants afin d'établir le budget à notre place, comme ce fut le cas en Grèce ou au Portugal. Exactement comme on traite une personne incapable de gérer ses finances.

Voici le choix. Voici les enjeux. Au lieu de s'occuper d'anecdotes nauséabondes, les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne devraient débattre en public que de cette question : que faire d'ici le 2 octobre prochain ?

Ce jour-là, je dirai ce que je pense de ce que le pouvoir aura décidé pour l'avenir de notre pays : aura-t-il choisi d'agir ou se sera-t-il bercé de l'illusion qu'il a encore du temps ? Croira-t-il que chacun peut s'en sortir seul, ou continuera-t-il d'entretenir une juxtaposition de groupes de pression quémendant chacun une part de plus en plus grande d'un gâteau de plus en plus petit ?

À lui d'en décider. À vous d'en juger. Rendez-vous le 2 octobre. »

Préparez-vous et restez à l'écoute.

À demain... si vous le voulez bien !!

Le chantage à la peur...

Une grande idée s'impose d'elle-même, elle est porteuse d'espoir, d'ambition, d'utopie, de grandeur, de rêve. Longtemps l'idée européenne m'a fait rêver mais aujourd'hui, et depuis quelques années maintenant, de ce rêve initial il ne reste que la peur.

L'Europe ce devait être la paix et la prospérité. Mais l'Europe n'est que misère, guerre et peur. La peur justement. Sentiment exploité jusqu'à ce qu'il devienne une vieille corde usée. L'empire européen, qui ne rêve que de s'étendre au mépris des peuples et de plus de libéralisme pour le plus grand malheur de ses populations, ne fonctionne plus que sur la peur.

Le fait même que l'Europe exploite la peur au lieu d'exploiter le rêve, la menace plutôt que l'adhésion volontaire, prouve, montre et démontre l'échec cuisant de nos europathes et du projet européen tel qu'il est conçu.

C'est exactement la même philosophie et la même approche qui est utilisée par le Royaume-Uni et la situation plus que paradoxale là-bas pourrait prêter à sourire si tous ces sujets n'étaient pas si importants.

D'un côté, une Écosse qui veut sortir du Royaume-Uni qui deviendrait du coup « désuni » tout en rentrant encore plus et encore mieux dans l'Europe alors que le Royaume-Uni lui, souhaiterait définitivement quitter cette Europe de malheur...

Alors les Anglais sortent l'arme de la peur pour conserver les Écossais alors que l'Europe l'utilise à son tour pour conserver les Anglais...

L'Écosse n'échappe pas à cette loi de la peur européenne et les menaces ne sont plus voilées maintenant qu'une majorité semble se dégager pour le référendum du week-end prochain pour une sortie du Royaume-Uni. Lisez un peu cette dépêche :

« Royal Bank of Scotland (RBS) a prévenu jeudi 11 septembre qu'il déplacerait son siège social en Angleterre si l'Écosse choisissait l'indépendance lors d'un référendum historique la semaine prochaine.

Cette déclaration de cette entreprise emblématique, basée en Ecosse depuis 1727, intervient au moment où les dirigeants politiques britanniques multiplient les initiatives pour dissuader les Écossais d'opter pour la sécession.

Ils mettent en avant les conséquences économiques négatives qu'entraînerait selon eux une indépendance de la région, qui pourrait intervenir dans un délai de 18 mois après le référendum du 18 septembre, si le oui l'emportait lors de ce vote. »

[Source Challenges ici](#)

Logements : l'ajustement à la baisse des prix de vente se poursuit



Cet article du *Monde* vous apprendra que les prix de l'immobilier sont très nettement orientés à la baisse alors que jamais les taux d'intérêt n'ont été aussi bas. Le cycle baissier est sans conteste amorcé, donc ne vous précipitez pas pour acheter (sauf pour le cas particulier de votre résidence principale). Évitez l'immobilier comme placement locatif et enfin sachez que la moindre remontée brutale des taux d'intérêt provoquerait un krach immobilier monumental.

Charles SANNAT [Source Le Monde ici](#)

Impôt sur le revenu : ils n'en peuvent plus

C'est le titre de cet article du *Parisien* qui rapporte que « frappés par les hausses d'impôt, de nombreux contribuables demandent à l'administration des remises ou des étalements de paiement ».

Entre l'impôt sur le revenu et la taxe d'habitation, ce sont plus de 600 000 contribuables qui demandent actuellement une remise gracieuse, ne pouvant pas s'acquitter des impôts...

Alors la « finance » peut croire en la solvabilité de la France et en la capacité de l'administration fiscale à lever les fonds mais hélas, tout cela aura comme limite la solvabilité globale des Français qui, pour la plus grande masse, devient désastreuse... malgré une inflation officiellement très faible depuis maintenant 14 ans... Sauf que la réalité est tout autre, et qu'en ne prenant en compte qu'à hauteur de 7 % dans le panier de la ménagère le budget logement des ménages – alors que cela dépasse pour une grande part 50 %

des revenus surtout dans les grandes villes –, il est évident qu'il n'y a pas d'inflation « mesurée » mais l'inflation elle est bien réelle et le reste à vivre avec des salaires qui ne progressent pas depuis plus de 20 ans et évidemment de plus en plus faibles. Les gens mangeront d'abord et se logeront. Comme Thévenoud, de plus en plus seront obligés d'oublier les impôts, les sous ne rentreront plus et l'État s'effondrera sous son propre poids.

Charles SANNAT [Source *Le Parisien* ici](#)

Rendez-vous le 2 octobre

Jacques Attali Paru dans L'Express | Publié dans [Géopolitique](#) - 8 septembre 2014

A tous ceux que l'avenir de la France pourrait intéresser, je donne rendez-vous ici même, le 2 octobre : son sort, ce jour-là, sera scellé, pour longtemps. D'ici à cette date, en effet, notre pays devra faire enfin les choix qu'il refuse obstinément d'effectuer depuis 20 ans, malgré tous les conseils, tous les livres, tous les discours.

Récapitulons les dates importantes du mois à venir :

- Ce mercredi 10 septembre, le gouvernement doit faire connaître la trajectoire qu'il choisit pour 2015. Ce choix est crucial, puisqu'il détermine le sort du pays jusqu'en 2016, année en principe pré-présidentielle, pendant laquelle tout le monde s'empressera de ne rien faire. Les choix qui restaient à trancher avant ce mercredi étaient immenses. Faut-il avouer au pays que les déficits publics ne sont pas sous contrôle et que la France rejoindra bientôt le triste club des pays dont la dette publique est supérieure à son PIB ? Faut-il se résigner à des déficits durablement supérieurs à 4% du PIB, à la différence de tous les autres pays européens ? Ou, au contraire, faut-il enfin faire d'énormes réformes et de cruelles économies pour maîtriser ces dérives ? Faut-il encore augmenter les impôts ? Et lesquels ? Faut-il se résigner à une déflation suicidaire ? Faut-il libérer les forces de la croissance au risque de déchaîner la coalition de tous les conservatismes ? J'ai ma réponse à ces questions. Je ne sais pas, à l'instant où j'écris, celle qui sera donnée par le gouvernement. La suite du calendrier ne l'incite pas à l'audace ...
- Le vendredi 12 septembre, la structure du budget doit être communiquée au Haut conseil des finances publiques et aux autres pays européens, dont les ministres des Finances seront réunis pour cela à Milan.
- Le mardi 16 septembre, le Premier ministre doit demander la confiance du

Parlement, qui sera d'autant plus difficile à obtenir qu'il aura pris les mesures très difficiles auxquelles nul n'a préparé le pays.

- Le jeudi 18 septembre, le Président de la République donnera la quatrième conférence de presse semestrielle de son mandat.

- Le mercredi 24 septembre, ou quelques jours plus tard en raison d'un déplacement du Président à l'ONU, le budget détaillé sera présenté en Conseil des ministres puis, le jeudi 2 octobre, déposé au Parlement.

- Le dimanche 28 septembre auront lieu les élections sénatoriales.

Tout, alors, sera joué.

Si, ce mercredi, le gouvernement choisit la solution courageuse, qui consiste à purger tous les écarts antérieurs pour se redonner de la marge, il lui faudra annoncer des économies de plus de 25 milliards en 2015, et une hausse de deux points au moins de la TVA, ou autant de petites contributions fiscales infiniment plus douloureuses ; il pourrait alors craindre de ne pas avoir l'approbation du Parlement six jours plus tard.

S'il ne le fait pas, la France sera, avec l'Italie, le seul pays d'Europe refusant de se réformer. Le seul pays en route vers la faillite et la ruine de ses habitants. Le seul pays traité, à juste titre, par ses partenaires européens, de « cigale prétentieuse », de lâche inconscient, de fossoyeur de l'Union. Celle-ci pourrait (devrait, même, en application des traités) mettre notre pays sous tutelle et envoyer ses représentants afin d'établir le budget à notre place, comme ce fut le cas en Grèce ou au Portugal. Exactement comme on traite une personne incapable de gérer ses finances.

Voici le choix. Voici les enjeux. Au lieu de s'occuper d'anecdotes nauséabondes, les hommes politiques, de gauche comme de droite, ne devraient débattre en public que de cette question : que faire d'ici le 2 octobre prochain ?

Ce jour-là, je dirai ce que je pense de ce que le pouvoir aura décidé pour l'avenir de notre pays : aura-t-il choisi d'agir ou se sera-t-il bercé de l'illusion qu'il a encore du temps ? Croira-t-il que chacun peut s'en sortir seul, ou continuera-t-il d'entretenir une juxtaposition de groupes de pression quémendant chacun une part de plus en plus grande d'un gâteau de plus en plus petit ?

A lui d'en décider. A vous d'en juger. Rendez-vous le 2 octobre.

La BCE fait volte-face

Posté le 12 septembre 2014 par Bcolmant

Hier, Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne, a exhorté les gouvernements à accroître l'investissement public.

C'est le signe de la gravité de la situation déflationniste.

En effet, il y a quelques mois, la Commission Européenne, au travers de son Commissaire olli Rehn, envoyait de sentencieux messages concernant l'assainissement des finances publics et les retours disciplinés à l'équilibre budgétaire.

Il aurait été inconcevable d'imaginer que les instances européennes incitent à l'investissement public puisque ce dernier aggrave la dette publique.

Avec une compréhensible épouvante, Mario Draghi réalise que l'Europe tombe dans une grave déflation.

L'étape suivante consistera, pour la BCE, à réescompter les dettes publiques correspondant à ces hypothétiques investissements publics.

Et, comme nous aurions dû le faire depuis 6 ans, nous allons monétiser la crise, au prix d'une certaine inflation.

Ce qui est effrayant, dans la gouvernance européenne, c'est l'amplitude de l'erreur de jugement qui conduisit, au cours des dernières années, à faire exactement l'inverse de ce qu'une connaissance sommaire de l'économie aurait indiqué

Et tout cela sans la moindre contrition des responsables passés.

L'exploit des eurocrates et du gouvernement de Londres...

Patrick Reymond 11 septembre 2014

Les autorités européennes viennent de commettre un exploit absolument extraordinaire, faire du referendum écossais, qui semblait plié pour n'être qu'une formalité, comme le referendum de 2005, un brûlot, une question contesté, et finalement, une question explosive pour l'Europe et le soviet qu'est l'Union européenne.

L'Ecosse tient, pour le moment, le rôle que les pays baltes ont tenu dans l'explosion de l'ex-URSS. A la différence près c'est que les pays baltes étaient des annexés récent, et des territoires disputés depuis toujours, entre russes, allemands, suédois, polonais...

on nous dit ici que le "non" à l'indépendance a repris la tête. Mais il faut avouer que c'est un tour de force d'arriver à mettre en question une union vieille de 413 ans.

La décomposition qui atteint la Grande Bretagne, atteint aussi l'UE et la France de Hollande, carpette, désormais des allemands, des anglais, des américains, avec la considération qu'on prête à la cuvette des WC.

Les ingrédients qui bouillonnent dans le chaudron de la sorcière sont connus : intransigeance et larbinisme des pouvoirs politiques, [français](#), vis-à-vis de l'Allemagne et de la classe dirigeante, intransigeance allemande, président de la commission européenne, dur, autoritaire et cassant... Sûr d'avoir raison. Et certain de détenir LA vérité.

De plus, il faut noter le soutien au "non", de tous les repoussoirs possibles et imaginables, même les orangistes nord-irlandais, qui provocateurs jusqu'au bout, veulent manifester, comme d'habitude, avec leur panoplie, dans les rues d'Edimbourg. . Ceux-ci n'ont rien compris au film : bientôt en minorité, ils n'auront plus que le "choix" de l'indépendance pour 2 comtés. Et que leurs marches, depuis des décennies, sont des repoussoirs.

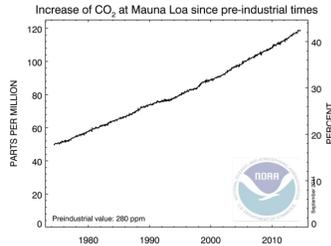
D'ailleurs, tous les repoussoirs sont appelés à la rescousse de l'union, et c'est par leur action de front, stupide mais résolue, que cette situation est arrivée, comme c'est grâce à Juncker que l'Union européenne va éclater.

Les empereurs romains respectaient d'autant mieux les formes, que dans le fond, ils contrôlaient tout.

Les meilleurs, comme Trajan, montraient beaucoup de considérations à ses collègues consuls. Même et surtout, si ceux-ci ne pesaient en rien.

10/09/2014...Les gaz à effet de serre atteignent des concentrations records en 2013

<http://naturealerte.blogspot.fr/> 11 septembre



La teneur de l'atmosphère en gaz à effet de serre a atteint un nouveau pic en 2013, en raison de la hausse accélérée des concentrations de dioxyde de carbone, d'après le bulletin annuel de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) sur les gaz à effet de serre.

La nécessité d'une action internationale concertée face à l'accélération des changements climatiques dont les effets pourraient s'avérer dévastateurs n'en est que plus urgente.

Il ressort de ce bulletin que le forçage radiatif, qui a pour effet de réchauffer le climat, s'est accru de 34% entre 1990 et 2013 à cause des gaz à effet de serre persistants comme le dioxyde de carbone (CO2), le méthane et le protoxyde d'azote.

En 2013, la concentration de CO2 dans l'atmosphère représentait 142% de ce qu'elle était à l'époque préindustrielle (1750), et celles du méthane et du protoxyde d'azote respectivement 253% et 121%.

Les observations effectuées par le réseau de la Veille de l'atmosphère globale (VAG) de l'OMM révèlent que le taux d'accroissement du CO2 atmosphérique entre 2012 et 2013 représente la plus forte augmentation interannuelle de la période 1984-2013. Des données préliminaires laissent supposer que cela pourrait être dû à la réduction des quantités de CO2 absorbées par la biosphère terrestre alors que les émissions de ce gaz continuent de croître.

Le Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre rend compte des concentrations - et non des émissions - de ces gaz dans l'atmosphère. Par émissions, on entend les quantités de gaz qui pénètrent dans l'atmosphère et, par concentrations, celles qui y restent à la faveur des interactions

complexes qui se produisent entre l'atmosphère, la biosphère et les océans. L'océan absorbe aujourd'hui environ le quart des émissions totales de CO₂ et la biosphère un autre quart, limitant ainsi l'accroissement du CO₂ atmosphérique.

Or l'absorption du CO₂ par les océans est lourde de conséquences: le rythme actuel d'acidification des océans semble en effet sans précédent depuis au moins 300 millions d'années, selon les résultats d'une étude.

«Nous savons avec certitude que le climat est en train de changer et que les conditions météorologiques deviennent plus extrêmes à cause des activités humaines telles que l'exploitation des combustibles fossiles», a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, Michel Jarraud.

«Le bulletin sur les gaz à effet de serre souligne que la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, loin de diminuer, a augmenté l'an dernier à un rythme inégalé depuis près de 30 ans», a poursuivi M. Jarraud. «Nous devons inverser cette tendance en réduisant les émissions de CO₂ et d'autres gaz à effet de serre dans tous les domaines d'activité. Le temps joue contre nous.»

«Le dioxyde de carbone demeure pendant des centaines d'années dans l'atmosphère et encore plus longtemps dans l'océan. L'effet cumulé des émissions passées, présentes et futures de ce gaz se répercutera à la fois sur le réchauffement du climat et sur l'acidification des océans. Les lois de la physique ne sont pas négociables.»

«Le bulletin sur les gaz à effet de serre fournit aux décideurs des éléments scientifiques sur lesquels ils peuvent s'appuyer. Nous possédons les connaissances et nous disposons des leviers nécessaires pour prendre des mesures visant à limiter à 2°C l'augmentation de la température et donner ainsi une chance à notre planète tout en préservant l'avenir des générations futures. Plaider l'ignorance ne peut plus être une excuse pour ne pas agir.»

«La décision d'inclure dans ce numéro du Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre une section sur l'acidification des océans était nécessaire et

vient fort à propos. Il est grand temps que l'océan, qui est le facteur déterminant du climat de la planète, soit dorénavant au centre du débat sur le changement climatique», a fait valoir Wendy Watson-Wright, Secrétaire exécutive de la Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO.

«Si l'on estime que le réchauffement planétaire n'est pas une raison suffisante de réduire les émissions de CO₂, il devrait en être autrement pour l'acidification des océans, dont les effets se font déjà sentir et ne feront que se renforcer dans les décennies à venir. Je partage l'inquiétude du Secrétaire général de l'OMM: le temps, effectivement, joue contre nous.»

Le dioxyde de carbone a contribué pour 80% à l'augmentation, entre 1990 et 2013, du forçage radiatif induit par les gaz à effet de serre persistants, qui s'est accru de 34% durant cette période, selon l'Indice annuel d'accumulation des gaz à effet de serre publié par l'Administration américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA).

En 2013, en moyenne mondiale, la teneur de l'atmosphère en CO₂ était de 396,0 parties par million (ppm), soit 2,9 ppm de plus qu'en 2012, ce qui représente la plus forte augmentation interannuelle de la période 1984-2013. Les concentrations de CO₂ fluctuent d'une saison et d'une région à l'autre. Si le rythme d'accroissement actuel se maintient, la teneur annuelle moyenne de l'atmosphère en CO₂ à l'échelle du globe devrait dépasser le seuil symbolique de 400 parties par million en 2015 ou 2016.

Le méthane (CH₄) est le deuxième plus important gaz à effet de serre. Environ 40% des rejets de CH₄ dans l'atmosphère sont d'origine naturelle (zones humides, termites, etc.) et 60% d'origine humaine (élevage de bétail, riziculture, exploitation des combustibles fossiles, décharges, combustion de biomasse, etc.). Le CH₄ atmosphérique a atteint un nouveau pic en 2013 - 1824 parties par milliard (ppb) environ - en raison de l'accroissement des émissions anthropiques. Après une période de stabilisation, la teneur de l'atmosphère en méthane augmente de nouveau depuis 2007.

Les émissions de protoxyde d'azote dans l'atmosphère sont d'origine

naturelle (environ 60 %) et humaine (environ 40 %), puisqu'elles proviennent notamment des océans, des sols, de la combustion de biomasse, des engrais et de divers processus industriels. La concentration atmosphérique de ce gaz a atteint quelque 325,9 parties par milliard en 2013. Sur une période de 100ans, l'impact du protoxyde d'azote sur le climat est 298fois supérieur à celui du dioxyde de carbone, à émissions égales. Le N₂O joue aussi un rôle important dans la destruction de la couche d'ozone stratosphérique qui nous protège des rayons ultraviolets nocifs émis par le soleil.

Le dernier Bulletin de l'OMM sur les gaz à effet de serre contient une nouvelle section sur l'acidification des océans établie en collaboration avec la Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO, dans le cadre de son Projet international de coordination des données sur le carbone océanique (IOCCP), le Comité scientifique pour les recherches océaniques (SCOR) et le Centre de coordination de l'action internationale relative à l'acidification des océans relevant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

L'océan absorbe aujourd'hui le quart des émissions anthropiques de CO₂, limitant ainsi l'accroissement du CO₂ atmosphérique causé par l'exploitation des combustibles fossiles. L'absorption de quantités accrues de ce gaz par les mers du globe modifie le cycle des carbonates marins et entraîne une acidification de l'eau de mer. Celle-ci est déjà mesurable vu que les océans absorbent environ 4kg de CO₂ par jour et par personne.

Le rythme actuel d'acidification des océans semble sans précédent depuis au moins 300 millions d'années, si l'on en croit les données indirectes livrées par les paléo-archives. Le processus d'acidification continuera de s'accélérer au moins jusqu'au milieu du siècle, d'après les projections établies à l'aide de modèles du système terrestre.

Les conséquences que l'acidification des océans peut avoir pour les organismes marins sont complexes. La réaction des organismes calcifiants tels que les coraux, les algues, les mollusques et certains planctons est une grande source d'inquiétude vu que leur aptitude à former leur coquille ou leur exosquelette (via la calcification) dépend de la quantité d'ions

carbonates. Pour beaucoup d'entre eux, l'augmentation de l'acidité a une influence néfaste sur la calcification. Parmi les autres conséquences de l'acidification sur les organismes marins on peut citer la réduction de leurs taux de survie et de développement, l'altération de leurs fonctions physiologiques et une diminution de la biodiversité.

Pauvres banques centrales !

Jacques Bichot / Economiste conseil et conférencier | Le 08/09 LesEchos

On attend beaucoup des banques centrales, et elles font tout leur possible pour ne pas décevoir les adorateurs qui leur prêtent des pouvoirs quasi divins. Hélas, ces pouvoirs sont en fait assez limités.

Les banques centrales ont dû leur pouvoir, durant des décennies, à la prédominance de la monnaie fiduciaire. Au début de la IV^e République, les billets de la Banque de France représentaient plus que la monnaie scripturale. Dans ces conditions, les banques "de second rang" dépendaient largement, pour leur activité de crédit, du refinancement que voulait bien leur accorder la Banque Centrale. Mais aujourd'hui, les billets ne font plus recette. Malgré une importante détention de billets en euros par des étrangers à la zone euro, fin juin 2014 il n'y avait "en circulation", expression qui inclut les bas de laine, que 935 milliards d'euros.

En revanche, les dépôts des agents non financiers dans les institutions monétaires de la zone euro atteignaient à la même époque, en données consolidées, 11 150 milliards. Les banques centrales européennes étaient des géants par rapport aux [banques commerciales](#) durant la première moitié du XX^e siècle ; les banques centrales nationales membres du système européen de banques centrales, et leur [chef de file](#), la BCE, sont, non pas des nains, mais de grandes banques parmi d'autres en ce qui concerne leurs ressources clientèle.

Dans ces conditions, comment la BCE et le système européen de banques centrales (SEBC) pourraient-ils apporter des liquidités au marché ? Le SEBC ne peut prêter, au-delà de ses maigres émissions fiduciaires (ce qui lui sert à emprunter aux ménages le peu qu'ils veulent bien lui prêter), que ce que lui prêtent les banques de second rang.

Autrement dit, les fameuses "liquidités" ne peuvent être distribuées que si

elles sont en même temps pompées auprès des banques commerciales. Pour cela, la BCE dispose d'une pompe efficace : la réglementation des réserves obligatoires, qui l'autorise à obliger les banques commerciales à lui prêter des sommes calculées en fonction de certains éléments de leurs bilans.

Malheureusement, augmenter les taux de réserves obligatoires est plutôt mal vu des banques commerciales ; cela ne les encourage pas à prêter aux entreprises et aux ménages.

La BCE dispose donc d'un bon frein en cas d'emballlement du crédit, mais son accélérateur est défaillant. Elle n'est vraiment utile que lorsque le marché interbancaire fonctionne mal, comme cela est arrivé il y a quelques années. En effet, certaines banques ont trop de dépôts relativement à leurs prêts, tandis que d'autres sont en situation inverse ; si les banques ont confiance les unes dans les autres, les premières prêtent aux secondes et tout va bien.

Mais quand survient une crise de confiance, alors la banque centrale peut efficacement y remédier en empruntant à celles qui ont trop de dépôts pour prêter à celles qui n'en ont pas assez. C'est ce que le SEBC a fait à la fin des années 2000, et cela a évité que la récession ne soit trop catastrophique. Mais aujourd'hui, ce n'est pas le problème. L'économie européenne est atone parce que les entreprises ont peu de projets, ce à quoi la BCE ne peut rien.

Dans ces conditions, les banques centrales peuvent encore se charger des mauvais risques pour inciter les banques commerciales à prêter pour des projets en lesquels elles ne croient qu'à moitié. Les banques commerciales peuvent être d'accord pour accorder des prêts à haut risque puis céder ces crédits à la banque centrale, qu'elles refinancent pour lui en donner la possibilité.

Bien entendu, cela ne marche que si la Banque centrale accepte le [risque de crédit](#) : si elle le laisse aux banques de second rang, le "[quantitative easing](#)" est inutile, car c'est le risque qui dissuade les banques, pas l'absence de ressources : la création monétaire fonctionne toujours ; au niveau du système bancaire dans son ensemble les prêts continuent à faire les dépôts, et donc les banques commerciales n'ont aucun besoin d'être globalement refinancées par la banque centrale, qui de toute façon ne peut le faire que si les unes lui prêtent ce qu'elle prêtera à d'autres.

On se fait donc beaucoup d'illusions sur la capacité de la BCE et de la Fed à relancer l'économie. Les Banques centrales ont à leur disposition

essentiellement un frein ; leur aide à la relance de l'économie, c'est de lever un peu le pied de la pédale de frein. Mais quand elles ont levé le pied totalement, elles ne peuvent pas faire grand-chose de plus, sauf à se charger des mauvais risques. Se bercer d'illusions ne sert à rien.

BRP glisse dans le rouge au deuxième trimestre

LesAffaires.com 12 septembre Yannick Clérouin

[BRP et Bombardier vont faire faillite, c'est inévitable.]



La forte croissance des ventes du fabricant de motoneiges et d'une multitude de produits récréatifs BRP (Tor., DOO) ne lui a pas permis d'éviter de glisser dans le rouge au deuxième trimestre.

Pour la période de trois mois terminée le 31 juillet, la société de Valcourt a enregistré une hausse de ses revenus de 25%, à 780M\$, comparativement à 620,9M\$ à la même période il y a un an.

Cette performance est nettement supérieure à ce qu'attendait Benoit Poirier, de Desjardins Marchés des capitaux. Il visait des revenus de 710M\$.

BRP a toutefois encaissé une perte alors que les analystes tablaient sur un bénéfice. La société a affiché une perte nette normalisée (excluant différents

éléments, dont les charges d'impôt et les frais financiers) de 8,8 M\$ ou 0,07\$ par action, tandis qu'elle avait réalisé un bénéfice net de 7,6M\$ ou 0,07\$ l'action à la même période l'an dernier.

M. Poirier visait un bénéfice de 0,10\$ par action, soit un cent de plus que l'ensemble des analystes.

Le pdg de BRP, José Boisjoli, a expliqué dans un communiqué que la marge bénéficiaire brute de la société a été «durement touchée par une hausse des coûts attribuables aux programmes de ventes et à une conjoncture défavorable inattendue du côté du taux de change».

Le coût des ventes a bondi de 33% pour s'établir à 637,1M\$, comparativement à 478,3M\$ un an plus tôt.

La marge bénéficiaire brute en pourcentage des revenus s'est quant à elle établie à 18,3%, contre 23% un an plus tôt. Le taux de change a réduit la marge brute de 4M\$.

La société a par ailleurs maintenu ses prévisions financières pour l'exercice, c'est-à-dire une hausse de ses revenus de 9 à 13% et un bénéfice par action se situant dans la fourchette de 1,55\$ à 1,65\$ par action, en hausse de 10 à 17%.

Benoit Poirier avait qualifié le deuxième trimestre, historiquement faible, de non-événement dans une analyse publiée plus tôt cette semaine. Il croit que les investisseurs miseront davantage sur les deux trimestres à venir. Il avait maintenu sa prévision de bénéfice de 1,60\$ pour l'exercice en cours.